Leuwers (Hervé), L'invention du barreau français (1660-1830). La construction nationale d'un groupe professionnel

Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2006, 446 pp. , ISBN 2 7132 2106 4.

Françoise Briegel

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/1166>

DOI : 10.4000/chs.1166

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2010

Pagination : 115-116

ISBN : 978-2-600-01425-0

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Françoise Briegel, « Leuwers (Hervé), L'invention du barreau français (1660-1830). La construction nationale d'un groupe professionnel », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 14, n°1 | 2010, mis en ligne le 07 juin 2010, consulté le 24 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/1166> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.1166>

Leuwers (Hervé), *L'invention du barreau français (1660-1830). La construction nationale d'un groupe professionnel*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2006, 446 pp., ISBN 2 7132 2106 4.

Le livre aurait pu avoir pour titre : *des ordres au barreau français*. Hervé Leuwers retrace l'histoire d'une mutation à partir d'une approche de la culture professionnelle et de la représentation socioculturelle du groupe. La démarche innovante de l'auteur s'appuie, entre autres, sur une étude de la lexicologie. Son ouvrage montre le changement de valeurs culturelles qui traduit l'émergence d'une unité professionnelle des avocats entre 1660 et 1830. L'historiographie précédente sur les avocats « français » s'appuyait en général sur le seul barreau parisien comme référent d'une évolution nationale. Hervé Leuwers, quant à lui, complète sa démarche par la confrontation inédite de fonds d'archives régionaux et, finalement, il synthétise les différentes monographies récentes ou anciennes sur le sujet. Ainsi, Hervé Leuwers s'attaque pertinemment à la thèse soutenue par Lucien Karpik lequel affirme que l'apparition d'un barreau libéral date du XVIII^e siècle⁷. Hervé Leuwers ne conteste pas cette apparition, mais à partir d'une périodisation en trois temps (1660-Révolution, 1787-1804 ; 1804-1830), il la date des années 1820.

Entre 1660 et la Révolution, la professionnalisation des avocats qui s'opère de façon très différenciée dans le royaume français, s'accompagne de la multiplication et de la hiérarchisation des ordres. L'exigence accrue de formation de la part des avocats et de l'État, l'introduction du stage et des conférences, la création de bibliothèques à usage professionnel président à un mouvement de structuration interne qui favorisent la transmission du savoir. Parallèlement, se diffusent des mots communs (par exemple, « ordre » s'impose au détriment de « confrérie », le terme « bâtonnier » remplace celui de « syndic »). L'affaire janséniste des années 1730 favorise la circulation et l'appropriation de ce langage commun qui remplit une fonction identitaire unificatrice. Conséquemment, les avocats prennent conscience de l'existence de leurs droits collectifs grâce à la mobilisation pour des causes communes. Les mouvements de grève, souvent générés par la sanction d'une plaidoirie, se répandent dans plusieurs cours souveraines du pays et permettent la naissance d'une unité professionnelle. Les revendications parisiennes ou locales touchent la liberté de parole et le contrôle de la discipline interne, l'indépendance des avocats notamment à l'égard de l'État qui se traduit par la gestion du tableau. Deux valeurs fondamentalement président à la profession d'avocat : l'honneur et la noblesse. Celles-ci ponctuent les discours et l'imaginaire collectif des professionnels qui puisent dans l'histoire ancienne les images de droiture, de gloire et d'amour de la vérité soudant l'identité collective. Alors qu'au XVII^e siècle, la noblesse est une valeur centrale, cette notion perd de l'importance pour être remplacée dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle par l'utilité publique. En écho, le principe du désintéressement qu'affichent les avocats répond à leur nouvelle fonction dans l'espace public. La multiplication au milieu du XVIII^e siècle d'associations de bienfaisance concrétise les notions de désintéressement et d'utilité publique et atteste d'une laïcisation de

⁷ Lucien Karpik, *Les avocats. Entre l'État, le public et le marché, XIII^e-XX^e siècles*, Gallimard, 1995 ; *idem*, « Builders of liberal society. French Lawyers and Politics », in Terence C. Halliday, Lucien Karpik (eds), *Lawyers and the rise of western political liberalism, Europe and North America from eighteenth to twentieth centuries*, Oxford, New York, 1997, pp. 101-123.

l'assistance judiciaire qui était prise en charge par les confréries, au siècle précédent. À ces valeurs fondatrices d'une identité collective professionnelle s'ajoute le rejet d'autres telles que l'avarice et l'avidité.

La période 1787-1804 voit disparaître la profession d'avocat. L'engagement de ces derniers dans la rédaction des cahiers de doléances, leur participation aux États Généraux essoufflent leur mobilisation qui était très importante surtout depuis 1787. Afin d'abaisser les coûts de la justice et de permettre au citoyen de se défendre, la réforme de 1790 fait disparaître la profession d'avocat. Dès ce moment et sans manifester de résistance, les avocats voient de nouvelles opportunités s'offrir à eux, puisqu'ils intègrent massivement la magistrature. Malgré le rétablissement du titre en 1804, Hervé Leuwers constate la rupture révolutionnaire qui laisse les membres isolés et les barreaux détruits, même si quelques expériences de réorganisation spontanée s'observent sur le territoire.

Dès 1810 et surtout en 1822, les avocats profitent de nouvelles réglementations pour engager leur restructuration. Ils désignent des conseils de discipline, conjointement composés de magistrats et d'avocats, et les barreaux se dotent de bâtonniers. La définition normative à l'échelle du pays, d'un lexique commun (bâtonnier, conseil de discipline) et la clarification des rapports avec la magistrature augurent de la renaissance de la vie professionnelle. La mobilisation commune dans différents barreaux de province, comme sous l'Ancien Régime pour défendre des causes jouent aussi un rôle unificateur. L'*Ordonnance* de 1830 entérine les exigences du barreau formulées depuis de nombreuses années (la liberté et l'indépendance, l'élargissement et la généralisation des droits individuels et collectifs). Ainsi, le mouvement législatif des années 1804-1830 achève l'homogénéisation structurelle du barreau français à l'échelle nationale. Les activités de défense au civil et au pénal deviennent le monopole des avocats. Cette spécialisation professionnelle et l'interdiction de la double activité, constitutive de la profession d'avocat sous l'Ancien Régime, l'uniformisation des études, l'apprentissage de la culture de la profession grâce aux stages, les consultations gratuites, les conseils, la défense du pauvre, attestent d'une continuité de fonction et de valeurs entre l'Ancien Régime et le XIX^e siècle. Toutefois, l'élaboration d'une culture commune où l'honneur disparaît au profit de la dignité, le renoncement à des revendications traditionnelles du type des privilèges consacre, à partir des années 1820, la profession libérale des avocats.

Françoise Briegel

Université de Genève, Visiting scholar,

Center for the Study of Law and Society, Berkeley University

Francoise.Briegel@unige.ch

Defois (Serge), *Les avocats nantais au XX^e siècle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007, 397 pp., ISBN 978 2 7535 0522 3, préface de Jean-Claude Farcy, pp. 9-13; postface de Jean Danet pp. 343-347.

Serge Defois propose une étude en quatre parties sur le barreau nantais entre 1897 et 1976. À partir d'une approche prosopographique qui veut « déconstruire l'identité collective que constitue le barreau » pour « retrouver les individus » et reconstituer le lien social (p. 23), il se propose d'appréhender le groupe socioprofessionnel des avocats nantais qui est constitué d'environ 500 membres pour la période.